

Conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs

Date de la contribution : 22/05/2024

Périmètre du dispositif de modification de la puissance de raccordement

Question 1 : Etes-vous favorable aux hypothèses de la CRE concernant les catégories d'installation soumises au dispositif (installations raccordées en HTA et HTB) ?

Oui

Niveau de la puissance de raccordement du client après modification par le gestionnaire de réseau

Question 2 : Etes-vous favorable à la formule proposée pour la modification de la puissance de raccordement ?

Oui mais bien prendre en compte le cas d'une baisse de la puissance soutirée (suite action d'améliorations) mais hausse possible si mode dégradé/dysfonctionnement sur les équipements améliorés

Question 3 : Etes-vous favorable aux périodes de 2 et 5 ans définies pour déterminer les paramètres de la formule ?

oui

Question 4 : Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?

Oui avec possibilité de mise à jour à la hausse, en anticipant des projets nécessitant plus de puissance.

Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une nouvelle installation par les gestionnaires de réseaux

Question 5 : Etes-vous favorable à la durée à partir de laquelle la modification de la puissance de raccordement peut s'appliquer aux nouvelles installations (2 ans pour la distribution et 5 ans pour le transport) ?

oui

Question 6 : Etes-vous favorable à ce que cette modification de la puissance de raccordement des nouvelles installations soit réalisée de manière automatique et sans indemnisation ?

non, même pour une nouvelle installation, et en fonction de l'évolution de la réglementation, des actions d'amélioration sont possibles (avec augmentation de la puissance raccordée).

Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une installation existante par les gestionnaires de réseaux

Question 7 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée de manière automatique ?

Non, il faut laisser le dialogue possible entre l'exploitant et le gestionnaire de réseau pour anticiper les éventuels besoins de hausse de puissance de raccordement.

Question 8 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes

WEPA GREENFIELD

soit réalisée sans indemnisation ?

| oui. Frais à intégrer dans les projets

Question 9 : Etes-vous favorable à ce qu'une indemnisation soit versée à l'utilisateur existant dont la puissance de raccordement a été modifiée et qui a besoin de tout ou partie de la puissance de raccordement récupérée ?

| Oui.

Question 10 : Etes-vous favorable à la limitation dans le temps du droit à une indemnisation pour un utilisateur faisant une demande d'augmentation de puissance ?

| Oui pour une durée mini de 5 ans. (En phase avec changement actuelle de réglementation lié à la décarbonation)

Question 11 : Une durée comprise entre 2 ans et 5 ans pour que les utilisateurs puissent formuler une demande d'augmentation de puissance et bénéficier d'une indemnisation vous paraît-elle cohérente ?

| Non

Question 12 : Considérez-vous, dans le cas où une indemnisation serait versée à l'utilisateur, que cette dernière devrait, ou non, être dégressive en fonction de son ancienneté ?

| oui

Question 13 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.1, êtes-vous favorable à la méthode de détermination des montants d'indemnité proposée par la CRE ?

| oui

Question 14 : Que pensez-vous des forfaits obtenus pour les réseaux de transport et de distribution ? Êtes-vous favorable à l'application du même forfait pour l'ensemble des GRD ?

| Sans avis

Question 15 : Question 15 Etes-vous favorable la durée N moy de 25 ans considérée dans le cas où la date du raccordement de l'utilisateur n'est pas connue ?

| oui

Question 16 : Si une indemnisation est versée aux utilisateurs concernés, quelle méthode d'indemnisation vous paraît la plus adaptée (en fonction de la participation initiale du client ou des coûts des nouveaux travaux nécessaires) ?

| En fonction des coûts des nouveaux travaux (Les sites bénéficiant de la réduction TURPE ont moins participé et seraient donc désavantagés si la participation initiale est prise en compte).

Question 17 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.2, êtes-vous favorable au pourcentage de 40 % du coût des travaux à la charge de l'utilisateur pour déterminer le montant de l'indemnisation ?

| oui

Question 18 : Avez-vous d'autres remarques sur l'encadrement du dispositif ?

| Ce dispositif doit prendre en compte le temps de mise en place des projets et les aléas qui peuvent entraîner des changements de stratégie (et donc l'établissement de nouveaux projets avec augmentation de la puissance de raccordement)